



Montpellier, le 6 Mars 2014

Monsieur le Préfet

Région Languedoc Roussillon

Département de l'Hérault

34000 Montpellier

Monsieur le Préfet,

Dans un communiqué paru sur un blog de journal local, vous annoncez que les représentants des personnels du SDIS34 refusent un quatrième protocole d'accord.

Sauf erreur de notre part, il nous semble bien que dans l'esprit Républicain, tout *protocole d'accord* doit être élaboré a minima par les deux parties.

Considérant que nos revendications ne sont en rien politiques et qu'elles visent à optimiser notre outil de travail, il nous est difficile d'accéder à vos propositions qui semblent occulter les problèmes de management/opération que nous subissons au quotidien. Nous profitons aussi de ce courrier pour vous préciser que le Préfet Baland n'a jamais cautionné la candidature imposée de Mr Risdorfer...

Face à ce contexte, nous sommes dans l'obligation de vous rappeler, que depuis le début de notre mouvement, le DDSIS et le Président du CA rejettent nos revendications et nous proposent le tribunal et conseils de disciplines comme terrain de dialogue...

Et aucune table de négociation sérieuse n'a jamais été proposée...

Monsieur le Préfet, combien d'audits, de rapports de la DSC ou de la CRC va t'il encore falloir pour qu'un véritable service public soit enfin instauré dans nos murs ?

Qui doit veiller à l'application de ces audits payés à grands coups d'argent public?

Combien de recours au TA seront nous obligés de déposer pour maintenir nos droits?

Finalement à quoi servent nos institutions telle que la Chambre Régionale des Comptes ou l'Inspection Générale des Services du la Sécurité Civile, institutions de l'état hautement reconnu et méprisée des élus d'ici !

Vous le seul représentant de l'état, ne pouvez nier cette évidence !

A vu de la surenchère d'une violence managériale du DDSIS et du Président, la majorité du personnel impose leur mise à l'écart pour la poursuite des négociations, dans le but de positionner une véritable équipe de direction qui respectera ses personnels et les objectifs de nos missions de secours, ainsi que la mise en conformité avec la loi dont les recommandations des multiples audits.

Vous ne pouvez pas abandonner le SDIS 34 et ses agents à des mains qui n'ont que pour ambition leur petit pouvoir local au détriment de notre métier et de la sécurité des concitoyens.

Mr le Préfet, nous vous demandons de disposer enfin, d'un véritable chef pour nous guider, et nous nous en remettons à vous seul, pour parvenir à trouver une issue à ce conflit.

Rachid BAALI

Sébastien GAL

Jérôme RAYNAL

Fabrice ARMAND